

SNTRS



CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED-INRETS

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr - - Site web : <http://www.sntrs.fr>

Numéro 97 du 11 janvier 2006

La crise au CNRS : Communiqué du SNTRS-CGT

Le CNRS traverse une crise grave. La démission, sans doute contrainte, du directeur de l'établissement succède à celle du président du Conseil d'Administration. Elle est l'aboutissement attendu d'un long conflit qui a opposé, au-delà des oppositions de personnes, des conceptions divergentes des missions, de l'organisation et du fonctionnement de l'organisme. Le SNTRS-CGT a toujours considéré qu'il n'avait pas à choisir entre une réforme avant tout managériale et hiérarchique portée par une conception réductrice et utilitariste de la science d'un côté et un point de vue élitiste et mandarin de l'autre. Les personnels ont été écartés. Le CNRS est affaibli au moment où le gouvernement réforme en profondeur le système de recherche et met en place des institutions qui, de fait, le marginalisent : Agence nationale de la recherche, pôles de compétitivité, campus, fondations, etc. Les décisions se prennent désormais hors de l'organisme et celui-ci n'a plus les moyens de maîtriser ses orientations et ses programmes. L'accent est porté sur les initiatives locales, voire privées, autour des entreprises, limitées dans le temps, et non plus sur des projets scientifiques collectifs de moyen ou long terme portés par les laboratoires, ou des programmes fédérateurs sur des thématiques interdisciplinaires.

Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans cette situation. Il maintient une réforme dont les insuffisances et les dangers ont été dénoncés par les instances représentatives de la communauté scientifique.

Il faut sortir de la crise. Pour mener à bien leur programme de recherche, les personnels scientifiques ont besoin de stabilité et de vision de long terme. Il faut donner au CNRS les moyens de son autonomie. Présent dans les principaux champs de la connaissance, associé par ses laboratoires aux principales institutions d'enseignement supérieur, disposant de personnels fonctionnaires, hautement qualifiés, il peut et doit pouvoir définir une politique scientifique de long terme et la mener à bien, il peut et doit être un partenaire écouté et respecté, enfin il doit jouer son rôle de service public à l'écoute des besoins de la société. On ne fait pas une politique de recherche avec une réforme technocratique, on ne dynamise pas un organisme de recherche en obligeant les équipes à « aller à la soupe », on n'attire pas les jeunes vers les emplois scientifiques sans leur offrir des perspectives tant en terme d'emplois, que de salaires et de carrières, on n'ouvre pas de nouvelles voies de recherche en bridant la parole des personnels ou en ne la limitant qu'à quelques uns, si brillants soient-ils. Le SNTRS-CGT sera attentif à ces principes et les défendra.

Villejuif, le 11 janvier 2006